

Rassemblement du 14 interdit lui aussi : les suites, par Pierre Cassen et Christine Tasin

écrit par Christine Tasin | 12 septembre 2013



Comme nous le craignons notre rassemblement a été interdit « en raison notamment des risques de contre-manifestation de la mouvance antifasciste qui, dans le contexte actuel de tensions, est susceptible de générer des troubles graves à l'ordre public ce jour-là ».

Nous déplorons une fois de plus et que les « antifas [» fassent la loi](#) dans notre pays avec la complicité du gouvernement socialiste et de voir que le système totalitaire qui s'installe chez nous ne cherche même plus à se cacher. Les milices fascistes et islamistes peuvent manifester, avec ou sans autorisation, elles imposent leur loi, et le gouvernement se couche, trop content qu'elles fassent le sale boulot en interdisant, de fait, aux patriotes et la liberté d'expression et la liberté de manifester.

Dans ce contexte, nous avons deux possibilités : passer outre l'interdiction, et imposer notre présence place Denfert Rochereau, ou bien prendre acte de la décision. Examinons les

deux situations.

Dans le premier cas, que se passerait-il ? Plusieurs hypothèses sont possibles. On peut imaginer que les forces de police (qui, curieusement, trouveraient là des effectifs dont le préfet Boucault n'est pas capable de disposer pour sécuriser notre rassemblement) embarqueraient des centaines et des centaines de militants de RL, de RR, de patriotes, dont naturellement les personnalités les plus marquantes. On peut faire confiance aux autorités, et aux journalistes, pour montrer des images peu valorisantes de notre mouvement. On pourrait s'attendre, à une dizaine de jours du procès de Pascal Hilout et Pierre Cassen, à une instrumentalisation de ces événements, devant le tribunal, par les prétendus antiracistes, pour faire passer les accusés pour des militants violents, prêts à braver les interdictions de la justice. Avec Valls, nous avons vu, d'autre part, il y a quelques semaines, les instrumentalisations possibles de pans des forces de l'ordre, capables de monter toutes les provocations. Rien n'exclut l'idée qu'une complaisance existe pour les prétendus antifas, et que le pouvoir n'ait intérêt à montrer des images violentes opposant les gauchistes aux patriotes. Dernier argument, enfin, l'annulation de la manifestation a démobilisé des milliers de militants de province, qui étaient prêts à monter sur Paris. Donc, dans ces conditions, le risque serait énorme de mettre en jeu la vie de nos associations, d'hypothéquer l'avenir, sans avoir, sur le terrain, le rapport de forces suffisant.

Deuxième hypothèse, nous prenons acte de cette interdiction, et, sans être dupes sur la stratégie du pouvoir, nous la respectons. C'est certes très frustrant. Nous comprenons la colère des plus déterminés de nos compatriotes et amis. Nous-mêmes, il nous en coûte, nous aimerions aimer proposer un plan C, et offrir un baroud d'honneur aux nôtres. Mais nous ne nous en sentons pas le droit, par rapport à leur sécurité, et surtout aux énormes enjeux qui nous attendent. Nous pensons

même que le préfet Boucault, nommé par Valls, aurait été ravi que nous bravions son interdit, et de faire subir à quelques-uns des nôtres un sort proche de celui du jeune militant Nicolas, détenu durant trois semaines quand Taubira laisse en liberté les racailles multirécidivistes. Le piège est trop gros, et nous ne ferons pas tomber dedans nos adhérents, militants et les patriotes sincères. Les batailles essentielles sont devant nous : défense de la liberté d'expression, du droit à la sécurité pour tous, refus de l'islamisation de notre pays, permis par une immigration de peuplement, au service d'un remplacement de population. Nous savons que, dans ce gouvernement, certains rêvent de dissoudre les associations patriotiques comme les nôtres, qui osent résister ouvertement à ce régime de plus en plus impopulaire, qui se dirige à toute allure vers une dictature.

Nous avons choisi cette deuxième hypothèse, parce que cela nous paraît, dans le rapport de forces actuelles, la sagesse. Cela ne veut pas dire que nous nous résignons, en chaque circonstance, à accepter ce genre d'interdit de la préfecture de Police. Tout est histoire de circonstances, et de rapport de force. Nous sommes rêveurs devant ce spectacle de 2 millions de motards patriotes américains, qui, le 11 septembre, en convergeant vers Washington, ont fait reculer la provocation islamiste, qui avait prévu de faire converger 1 million de musulmans vers la capitale américaine. C'est le nombre qui rendra impossible les interdictions des duettistes Valls-Boucault.

En attendant, nous n'en resterons pas là, nous allons proposer d'autres occasions de dire, ensemble, notre révolte, notre désir de voir les choses changer. Nous avons quelques idées à vous soumettre, nous invitons donc les adhérents de *Résistance républicaine* et les sympathisants de *Riposte laïque* qui seront présents sur Paris à nous retrouver comme prévu en fin d'après-midi samedi prochain pour ajouter à la réunion conviviale prévue, pour discuter des suites à donner à notre

résistance.

Le 10 novembre dernier, nous étions 3000 à manifester dans les rues de Paris contre le fascisme islamique. C'était une réussite, et pourtant, nous avons besoin de bien plus de monde pour notre prochaine manifestation. Il nous appartient, au plus vite, dans les jours qui viennent, de proposer une initiative qui soit capable de mobiliser en masse nos compatriotes, et rende impossible toute interdiction de Valls et de son préfet.

Haut les Cœurs, nous ne baisserons pas les bras.

Pierre Cassen et Christine Tasin